

AU CŒUR DU G20 : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LE PROGRES ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Déclaration du groupe des Professions libérales

L'actualité de ces derniers mois nous a encore montré que nous ne sommes malheureusement toujours pas sortis de la crise. Comme le souligne justement l'avis, les institutions financières portent une lourde responsabilité par rapport à cette situation. Dans ce contexte difficile international, chacune des préconisations pourrait être fragilisée par n'importe laquelle des parties prenantes qui auraient des intérêts divergents.

Par cette crise planétaire, nous avons pu assister à un retour du politique et chaque État doit assurer pleinement et efficacement ses relations économiques avec ses partenaires. Comme le rappellent les rapporteurs, une action pilotée par nos chefs d'État et de gouvernement peut et doit donner l'impulsion nécessaire à la réalisation de grandes mesures.

Le G20 est moteur en la matière ; il a un véritable rôle à remplir sur le plan économique, social et environnemental. L'ensemble des acteurs, des partenaires sociaux a un rôle pédagogique essentiel à l'égard de nos concitoyens. Les professions libérales qui soignent, conseillent et défendent tous les jours, cinq millions d'hommes et de femmes, entendent prendre toute leur place dans cette mission fondamentale de restauration de la confiance.

La France, par sa présidence du G20, a assumé son rang et ses priorités inscrivant à son agenda des sujets hautement sensibles et complexes, mais essentiels.

Les rapporteurs l'ont fort bien rappelé : nous ne pouvons plus considérer la croissance sous un angle exclusivement quantitatif. Les dimensions sociales et humaines mais aussi environnementales sont au cœur de ces enjeux. Elles doivent prendre une place fondamentale dans les prochaines politiques économiques.

L'avis est à l'instar de la présidence française du G20, ambitieux et courageux. Notre responsabilité est de dessiner l'avenir et de prévenir les difficultés qui seraient susceptibles de nous affecter ces prochaines années.

Les préconisations sont cohérentes et mesurées. Il est effectivement important d'aboutir dans les meilleurs délais à un rééquilibrage des organisations internationales. Mais il est également juste de rappeler que les entreprises jouent un rôle essentiel dans la création de richesses, favorisent le progrès et participent à la création et au maintien des emplois.

Dans ce contexte, le G20 doit également assumer d'être la locomotive des économies les plus défavorisées et s'engager dans une politique d'ouverture commerciale et d'harmonisation. Chacune des mesures proposées pourra permettre de redonner aux citoyens la confiance en général, et bien entendu vis-à-vis des opérateurs économiques et financiers qui incarnent, pour la plupart d'entre eux, les causes et les conséquences de la crise que nous connaissons.

L'avis comprend certains vœux pieux dont nous ne saurions faire l'économie mais dont nous connaissons les uns et les autres toutes les difficultés de mise en œuvre.

S'il est effectivement souhaitable que l'Union Européenne puisse peser de tout son poids sur les échanges économiques ou, par exemple, arrive à la création d'une agence de notation publique européenne, nous restons plus sceptiques sur l'aboutissement, même à long terme, d'une gouvernance économique et monétaire internationale.

Nous nous réjouissons que le CESE préconise une intensification de la régulation financière, notamment en insistant sur le repositionnement de la finance au service de l'économie et non le contraire.

Parce que cet avis est juste, mesuré, ambitieux et courageux, le groupe des professions libérales l'a voté.